

Burundi : polémique autour d'une radio financée par l'ONU

La Libre Belgique, 8 février 2018 L'ONU a financé une radio lancée par la fondation de la Première dame burundaise, Denise Nkurunziza. L'information publiée par RFI a provoqué l'indignation sur les réseaux sociaux car le gouvernement burundais est accusé de mener une violente répression contre les médias indépendants. [Photo : le couple présidentiel burundais dans les studios de la radio-télévision Buntu, appartenant à la fondation de l'épouse du chef de l'Etat.]

Inaugurée samedi dernier par le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, la Radio Tv Buntu a pour but de « redonner de l'espoir aux personnes les plus défavorisées, notamment les orphelins, les veuves ». La station a été créée par la fondation Buntu – dirigée par la Première dame, Denise Nkurunziza- et financée par le Fond des Nations unies pour la population (FNUAP). En novembre 2017, le FNUAP avait fait don d'équipements de radio pour 107 millions de Francs burundais, soit près de 49000 euros. Un moyen selon ce programme des Nations unies de sensibiliser la population rurale aux questions de santé. Un don polémique Cette information, publiée par RFI, a provoqué l'indignation sur les réseaux sociaux. Pacifique Nininahazwe, défenseur des droits de l'Homme au Burundi, dénonce sur Twitter un « paradoxe » Ce don pose question quand on observe l'état du paysage médiatique au Burundi. Pour certains, l'ONU a offert au gouvernement burundais un canal pour diffuser sa propagande, alors que la presse d'opposition est fortement réprimée depuis la tentative de coup d'État en 2015. Le putsch raté visait à renverser Pierre Nkurunziza pour empêcher de briguer un troisième mandat présidentiel. Dès lors, le pays est plongé dans une crise politique. Les forces gouvernementales ont détruit plusieurs stations de radio et studios de télévision. « La majorité des journalistes burundais ont quitté le pays à ce moment-là » explique Thierry Vircoulon, chercheur associé au programme Afrique Subsaharienne de l'Institut français des relations internationales. Les réseaux sociaux, nouveaux canaux de diffusion Plusieurs journalistes indépendants ont été interpellés et arrêtés par les forces de l'ordre. Pour fuir cette répression, ils ont dû trouver des canaux de diffusion alternatifs. Twitter, Facebook, WhatsApp et d'autres sont devenus de nouveaux lieux d'expression. « Nous avons alors commencé à diffuser nos émissions par Youtube mais nous rasions les murs car il était difficile de travailler ouvertement », racontait en mai dernier à La Libre Afrique Innocent Muhozi, directeur de Radio-Télé Renaissance. Lui a fui vers le Rwanda, où il continue à travailler sur l'actualité burundaise. Mais pour ces journalistes en exil, les réseaux sociaux ne suffisent pas. « Le journaliste, pour bien comprendre et rendre compte, a besoin d'être là. Présent sur le terrain, « embedded » dans la réalité. Respirer le même air que sa source. WhatsApp n'a pas d'âme », écrivait Antoine Kaburahe, directeur du média indépendant Iwacu, en mai dernier. « Ce n'est pas un bon substitut au journalisme », ajoute Thierry Vircoulon. « Dans les réseaux sociaux, vous avez tout et n'importe quoi : de vraies informations, de la désinformation, de l'exagération, tout est mélangé », affirme-t-il. Quelle place pour les médias indépendants ? Ce don du FNUAP pose aussi la question de la place des journalistes indépendants au Burundi. Difficile pour les radios et télévisions d'opposition de survivre dans ce paysage médiatique. « Il y a encore des médias indépendants au Burundi », rappelle Thierry Vircoulon. « Ils sont tolérés par le régime pour pouvoir montrer aux gens qui accusent d'être contre la liberté de la presse qu'il existe encore une presse libre au Burundi. Mais ce n'est évidemment qu'une stratégie », précise-t-il. Constance CABOURET

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});